

## **A la une / Contribution**

**Opinion : Tamazight : Élément fondateur de la Nation**

# **Rappeler l'État à son devoir de reconnaissance**

**La généralisation et la promotion de tamazight résident non seulement dans les dispositions que doivent prendre les autorités au niveau politique, linguistique, juridique et culturel, mais aussi économiques et social.**

Tamazight, pas seulement la langue, mais tout ce qu'il véhicule, comme éléments identitaires, a servi à cimenter l'unité de la nation algérienne et sa résistance face aux différents envahisseurs, tout au long de son histoire, ancienne et contemporaine. Il appartient à l'État de la promouvoir, après l'avoir décrétée comme deuxième langue nationale et officielle aux côtés de l'arabe. Mais il revient aussi à tous les Algériens de se réapproprier, de se réconcilier avec cette identité et de la protéger. Il s'agit d'une question nationale et démocratique.

Cette question ne concerne pas seulement les berbérophones qui sont présents sur tout le territoire national, du nord au sud, de l'est à l'ouest du pays (Kabyles, Chaouias, Mozabites, Targuis, Chenouis), mais tous les Algériens, même arabophones. Ce n'est pas la seule affaire des Kabyles, et la Constitution de 2016 a consacré l'amazighité comme un des fondements essentiels de l'identité nationale.

Les pouvoirs politiques antidémocratiques successifs ont eu comme stratégie de "contenir", de circonscrire cette revendication à la seule Kabylie, quand ils ne l'ont pas réprimée. Durant la colonisation, les tentatives de diviser Kabyles et Arabes ont été mises en échec et la Kabylie a offert à la libération du pays de nombreux martyrs de la cause nationale. Les repréailles de l'armée coloniale furent effroyables et la Kabylie a payé un lourd tribut pour avoir refusé d'être détachée du reste de l'Algérie et pour la défense de l'unité nationale. Certes le colonialisme a été vaincu, mais les politiques néocolonialistes et impérialistes existent toujours et le vieux principe de "diviser pour régner" est encore valable.

### **Massinissa : "L'Afrique aux Africains"**

L'Algérie est formée par un seul peuple, d'origine berbère, comme en témoigne son histoire ancienne et contemporaine. Elle fait partie de la Numidie (Afrique du Nord) qui a été unifiée par le roi Massinissa (né vers 240 avant J.-C., mort en 148 avant J.-C.). Son royaume avait pour capitale Cirta (actuelle Constantine où se trouve son mausolée). Il avait réussi à créer un État unifié de l'Afrique berbère, selon la célèbre devise : "L'Afrique aux Africains". Il avait fondé "un État indépendant et prospère", convoité par «l'impérialisme romain».

Les noms de lieux, même à l'ouest du pays, la langue (avec la même matrice pour les différentes variantes parlées dans chaque région), les coutumes, les traditions comme la célébration de Yennayer (nouvel an berbère), les traditions culinaires (couscous), l'artisanat, la culture, tout rappelle la berbéricité de l'Algérie. Celle-ci est restée intacte, même après l'invasion arabe au VIIe siècle, puis l'occupation ottomane et la colonisation française.

La primauté de l'arabe, langue de l'islam auquel ont été convertis les Berbères, n'aurait pas été dictée par un choix ethnique, étant donné que l'invasion arabe n'a pas été suivie d'une colonisation de peuplement, comme le soulignent plusieurs historiens. N'aurait-il pas été lié plutôt à des considérations politiques ? Les dirigeants de la lutte de libération de l'époque, qui étaient en relation étroite avec les pays arabes, comme l'Égypte, n'avaient-ils pas été influencés par le "panarabisme" dominant ? Ils ont déclaré "l'Algérie pays arabe", malgré l'opposition de militants berbéristes du Mouvement national.

Mais les éléments constitutifs d'une nation ne résident pas seulement dans la langue, le territoire, la religion, mais aussi dans l'Histoire vécue ensemble, formant la mémoire collective et individuelle de chaque Algérien,

qu'on ne peut effacer d'un trait de plume, comme tentent de le faire les révisionnistes. Ils résident également dans les rêves et le projet de bâtir un avenir meilleur à tous les Algériens, dans une société juste et égalitaire, où tamazight retrouvera sa place naturelle.

Le droit de parler, d'étudier et de communiquer dans sa langue maternelle, comme cela se pratique dans les pays qui veillent au respect et à la préservation des langues autochtones et à l'égalité entre toutes les langues et tous les dialectes, est une revendication légitime. Des pays plurilinguistiques n'hésitent pas à faire appel à l'émigration pour combler le déficit en locuteurs d'une langue pour éviter qu'elle soit défavorisée par rapport à une autre. En Algérie, il faut reconnaître que des avancées ont été enregistrées ces dernières années, dont l'institutionnalisation de tamazight langue nationale et officielle, son enseignement dans 37 écoles publiques, sa diffusion sur des supports médiatiques de l'État, la création d'une académie berbère.

### **Un professeur de tamazight se reconvertit en restaurateur de chawarma**

Mais ces avancées ne se reflètent pas sur le terrain du développement économique et social, puisque la Kabylie par exemple ne bénéficie plus depuis la dernière décennie de projets d'investissements structurants créateurs d'emplois. Pis, des projets sont gelés ou bloqués, comme ceux du groupe privé Cevital d'Issad Rebrab, dont celui du port de Cap Djinet qui n'a pas reçu l'aval du gouvernement, et celui de l'usine de trituration des graines oléagineuses dans la wilaya de Béjaïa qui est bloqué depuis plusieurs mois.

Cette situation est d'ailleurs dénoncée par "le comité de soutien aux travailleurs de Cevital et aux investissements dans la wilaya de Béjaïa", qui lutte depuis plusieurs mois pour obtenir la levée du blocage des équipements de cette usine par la direction du port de Béjaïa. "La population de Béjaïa qui a vu trois mille milliards de centimes de projets structurants gelés ces dix dernières années ne pardonnera pas un zèle criminel qui peut anéantir pour des années l'avenir économique et social de notre région", souligne Mourad Bouzidi, vice-président et porte-parole de ce comité. Il ajoute que "pas moins de 143 projets pour un montant de trente milliards de dinars algériens (plus de 241 millions d'euros), dont le projet du complexe pétrochimique, dont la mise en service était prévue en 2018, ont été bloqués. Sur les 1182 projets d'investissement déposés en 2017, seuls quatre sont opérationnels, soit un taux de 0,33%". "Les opérateurs économiques sont découragés par de multiples facteurs" et "encouragés à investir dans d'autres wilayas" déplore le même interlocuteur, au moment où le chômage et le sous-emploi touchent de plein fouet la jeunesse en Kabylie faute d'opportunités de travail (le chômage n'épargne pas d'autres régions puisqu'au niveau national, il y a 1,44 million de personnes en septembre 2017). Même les diplômés de tamazight sont concernés. Des enseignants de cette langue ont dû abandonner leur métier en raison de leurs bas salaires, et certains sont allés à Alger ou à Oran pour travailler dans le commerce, fast-food, comme ce professeur rencontré à Alger qui s'est reconverti dans la restauration de chawarma (qui envahit massivement les rues algériennes). D'autres jeunes se laissent carrément tenter par l'exil et l'émigration clandestine. La généralisation et la promotion de tamazight résident non seulement dans les dispositions que doivent prendre les autorités au niveau politique, linguistique, juridique et culturel, mais aussi économique et social. La création d'emplois et de richesses - qui relève du secteur public et privé - doit permettre aux jeunes qui le souhaitent de pouvoir rester sur les terres de leurs ancêtres et apporter leur savoir et leur savoir-faire à leurs compatriotes.

### **Tajmaath, "un pour tous et tous pour un"**

Le développement économique et social en Kabylie peut aussi s'appuyer sur l'entraide sociale (touiza) développée par l'organisation des comités de villages de tajmaath (assemblée) qui constituent des éléments identitaires, des valeurs ancestrales qui ont résisté à l'usure du temps et qu'il faut préserver et enrichir. La touiza (solidarité), qui concerne aussi bien l'entraide lors des travaux agricoles (au moment des récoltes), la construction de maisons, l'achat de matériels, l'aménagement d'espaces communs, est organisée par le système de la démocratie villageoise "tajmaath" (assemblée), dont l'existence remonte au 18e siècle. Elle est composée de représentants (mâles) élus de toutes les familles, qui paient une cotisation dont le montant est fixé par le comité du village, pour le financement de ses actions. Elle gère de façon transparente le fonctionnement de la collectivité et les rapports et litiges entre ses membres. La démocratie n'est donc pas quelque chose d'étranger à l'Algérie et qui aurait été apportée par les

colonisateurs occidentaux dans leur mission de "civilisation" à cette "barbare" contrée. Bien au contraire, ce système de "démocratie directe" républicaine dans les villages kabyles, inconnu dans certains pays d'Europe, a suscité l'intérêt des chercheurs et observateurs de la puissance coloniale et européens. "Avant même que l'occupation de cette région ne soit effective, les observateurs français sont attirés par ses formes d'organisation qui leur paraissent à la fois archaïques et, d'une certaine manière, idéales", relève un article intitulé : "Communautés rurales et pouvoirs en Grande-Kabylie. Situation précoloniale et mutations de 1857 à 1871", signé Alain Sainte-Marie et publié dans Cahiers de la Méditerranée Année 1980.

Karl Marx s'était également intéressé à l'histoire de l'Algérie précoloniale et de la Kabylie, dont l'organisation villageoise, qu'il décrit comme "un exemple concret du socialisme" de ses rêves, dans les Lettres d'Alger et de la Côte d'Azur qu'il avait rédigées en 1882, suite à son voyage à Alger (du 20 février au 2 mai). Il devait se rendre aussi en Kabylie mais la maladie l'en empêcha. René Gallissot, historien français, a publié un livre, Marx et l'Algérie, qui, dit-il, contient "des notes de Marx sur la Kabylie où il commente les formes de démocratie rurale qui avaient été mises en relief par un grand chercheur de Russie qui s'appelait Kovaleski".

"Tajmaath" existe encore de nos jours pratiquement dans tous les villages en Kabylie, à travers les comités de villages, sous forme d'associations, dont certaines travaillent en bonne intelligence avec les structures administratives locales. Certaines de leurs initiatives ont été médiatisées comme "Le concours du village le plus propre", la construction d'un village à Tafilelt à Béni Izgen (Ghardaïa), avec un financement basé sur un apport solidaire et respectant l'architecture traditionnelle et l'environnement. Les caisses de solidarité qui permettent le financement de travaux au profit de la collectivité et des personnes démunies existent depuis longtemps. Le professeur Achir Mohamed de l'université de Tizi Ouzou leur a consacré une étude ("Les caisses villageoises contribuent efficacement au développement social et économique des villages en Kabylie"). Il explique qu'elles sont "gouvernées de façon participative", fonctionnent par "délibération démocratique" et selon un code d'éthique adopté par le comité de village (Tajmaath). Ce code est basé sur le principe "un pour tous et tous pour un", dont "un exemplaire, du village Ifgha (wilaya de Tizi Ouzou), datant de début du 18e siècle, a été retrouvé". Selon ce professeur, "la finance solidaire, la finance éthique ou socialement responsable visent la maximisation avant tout de l'utilité sociale en considérant que le fait économique est avant tout un fait social". Il ajoute : "Des pratiques financières sous des formes alternatives se sont développées (...) à travers des institutions de micro-finance, des banques coopératives fédératives et des mutuelles financières." Selon lui, "cette finance non conventionnelle" constitue en fait "la résurgence d'une finance sociale, solidaire et éthique longtemps dissimulée par le capitalisme financier et marginalisé par l'État providence".

La finance solidaire et la démocratie directe, éléments identitaires source de fierté pour tous les Algériens, peuvent servir d'inspiration pour tous ceux qui cherchent de nouvelles voies pour trouver des solutions aux problèmes des citoyens en cette période de crise pétrolière en Algérie au lieu de reconduire les vieilles recettes du capitalisme dominant, qui n'ont pas réussi à faire sortir du sous-développement les anciennes colonies africaines.

**H. A.-K.**  
**Journaliste**